

# COLLECTIF DE DEFENSE DE L'HÔPITAL PUBLIC DE BELLEY



## LA LETTRE DU COLLECTIF - N°1

7 mai 2007

### Ou en est le Collectif (à fin avril 2007)

5 associations

8 organisations syndicales des salariés et lycéens (CGT, CFDT, FSU, CFE/CGC, UNSA, FO, UNL)

31 municipalités

800 adhérents individuels provenant de 76 communes (dont 15 avec plus de 10 adhérents). A noter 97 adresses e-mail communiquées (groupe de diffusion constitué). Pour un fonctionnement viable, rechercher la désignation d'une ou deux personnes-relais dans les communes ou groupement de communes (pour assurer le lien au Collectif).

Adhésion à la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité (entrée dans le réseau national d'échange d'informations).

Soutien du Comité Citoyen de Défense du Service Public de Santé en Nord Isère et de Convergences Services Publics Savoie.

### Ses initiatives:

Débat public à Belley le 30 mars 2007 (320 participants)

Manifestation à Belley le 14 avril (plus de 2000 personnes) :

Participation du Collectif, des personnels de l'hôpital, des élus, de la population

Présence d'une délégation du Comité de Défense de l'hôpital de Hauteville

Gestes solidaire de commerçants : rideaux baissés

Bilan du soutien financier : 552 euros

Remerciements à l'Association des Foyers Ruraux de l'Ain pour sa contribution à cette action de défense de l'hôpital

Intervention auprès du Sous Préfet : demande de réunion Collectif-ARH (tutelle régionale)

Sollicitation des médias, fourniture de communiqués de presse.

Invitation des Communes et Communautés de Communes à adopter une délibération sur l'hôpital. A ce jour, **51** délibérations prises.

Pétition : **2450** signatures recensées .

Demande auprès du Président du Conseil d'Administration de l'hôpital de convocation d'un Conseil extraordinaire de l'hôpital (avec intervention du Collectif). Communication directe de cette demande à tous les administrateurs.

Intervention le 25 avril à Belley auprès de Thierry PHILIP, Vice Président Régional, chargé du secteur de la santé. Proposition lui a été faite de délibérer au Conseil Régional. Même demande faite auprès des groupes politiques de la Région. Un vœu a été adopté à l'unanimité en séance plénière le 4 mai.

Délégation du Collectif à la manifestation du 25 avril à Hauteville sur le devenir du centre hospitalier.

Pour une coordination des deux Collectifs : première rencontre le 7 mai à Belley : déclaration commune et poursuite des échanges.

Organisation au niveau des communes de « référendum d'initiative populaire » sur une question:

OUI ou NON au maintien de l'hôpital public de Belley, doté de tous ses services y compris dans le cadre du projet hôpital neuf à l'horizon 2012 ?

Saisir l'opportunité des élections présidentielles et législatives (c'est déjà réalisé dans **15** communes dont Belley le 6 mai).

Premiers résultats sans appel :  
9764 inscrits sur les listes électorales, 5217 votants, 5202 OUI, 15 NON

### **Les perspectives :**

Deux axes :

Interpellation des autorités

- Direction de l'hôpital, CA, ARH, élus
- Pour le CA, rechercher un contact spécifique avec les représentants des usagers, des collectivités locales.

Enraciner le mouvement auprès des premiers intéressés : la population

- Poursuivre les consultations citoyennes
- Proposer des débats publics dans les communes ou groupement de communes (nombre important d'adhérents individuels : critère de choix prioritaire).

Sur la durabilité et la visibilité du mouvement, particulièrement durant l'été :

En suggestion : tenue régulière (ex. tous les samedis matin) d'un stand d'information et d'interpellation devant la mairie de Belley par le Collectif et un groupe d'habitants de Commune, selon un tour de rôle à établir.

### **Causes et enjeux du mouvement**

Ce qui arrive à l'hôpital de Belley a des sources profondes, aisément repérables :

- la mise sous contrainte de son financement : déficit budgétaire chronique (hôpital public financé à 95% par l'Assurance Maladie et choix volontairement fait de limiter les prélèvements pour la Sécurité Sociale )
- la politique de « maîtrise » des dépenses hospitalières financées par la Sécurité Sociale et ses exigences drastiques
- l'application à l'hôpital public du « standard » de gestion en vogue dans le privé (pilotage aux gains de productivité, à la réduction des coûts, à la performance économique)

- le pouvoir structurant des gestionnaires et l'affaiblissement jusqu'à son ignorance du lien démocratique (avec les praticiens, les personnels de santé, les élus, les usagers).
- la similitude de situation avec l'ensemble du secteur public

Un jour arrive où cette politique affleure au grand jour sous ses effets les plus dramatiques : la concentration hospitalière, la confusion public-privé, la régression de l'hôpital public de proximité, la fermeture de services utiles et qui fonctionnent à plein, l'externalisation des conséquences (sur les patients, les familles, les infrastructures locales...).

D'où cette mobilisation ample, diverse, rassembleuse pour stopper cette « dérive », la réinterroger sur ses causes et exiger d'être partie prenante dans l'évolution de l'hôpital public pour porter les besoins de santé des populations, l'équilibre territorial.

De tout cela découle une impérieuse nécessité : développer l'information, les débats et les actions sur le devenir de l'hôpital public autour de ses valeurs fondatrices : soins de qualité pour tous, accès équitable, efficacité de son organisation, promotion de la prévention et de l'éducation pour la santé.